

Rénovation et restructuration de la Maison du Village Frémainville

DOSSIER PROJET

C.C.T.P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Généralités, description des ouvrages

Maîtrise d'ouvrage	Mairie de FREMAINVILLE	Rue des Ormeteaux 95450 FREMAINVILLE
Maîtrise d'œuvre	Pascal MAQUIN Jean Paul PONS <i>Architectes DPLG</i>	24, rue Carnot 95 430 AUVERS SUR OISE tél : 01 30 36 11 70 fax : 01 30 36 80 77
Contrôle technique	APAVE	Immeuble « le Président » 14, chaussée Jules César BP 235 95 523 OSNY

Décembre 2019

Sommaire

1. PRESENTATION GENERALE	3
2. CONDITIONS GENERALES.....	3
2.1. CONNAISSANCE DU PROJET	3
2.2. RECONNAISSANCE DU TERRAIN.....	4
2.3. SUJETIONS PARTICULIERES	4
2.4. DEVOLUTION DU MARCHE.....	5
2.5. PRESENTATION DES OFFRES.....	6
2.6. DOSSIER D'EXECUTION.....	6
2.7. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	6
2.8. NORMES ET REGLEMENTS	6
2.9. ASSISTANCE A LA RECEPTION	7
2.10. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	7
3. DEROULEMENT DU CHANTIER.....	8
3.1. REUNIONS.....	8
3.2. PERIODE DE PREPARATION.....	8
3.3. COORDINATION ENTRE ENTREPRISES	9
3.4. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	9
3.5. INSTALLATION DE CHANTIER	9
3.6. APPROVISIONNEMENTS.....	10
3.7. LIMITES DE PRESTATIONS.....	10
3.8. ECHANTILLONS ET MODELES	11
3.9. TRACES.....	11
3.10. RESERVATIONS, REBOUCHAGES, REPRISES DIVERSES, FIXATIONS.....	11
3.11. ESSAIS.....	12
3.12. SUPPORTS	12
3.13. PROTECTIONS DES OUVRAGES	12
3.14. NETTOYAGES	13
4. CONDITIONS DU MARCHE	13
4.1. MONTANT DU MARCHE ET DELAIS	13
4.2. PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	14
5. DOCUMENTS.....	15
5.1. PIECES ECRITES TECHNIQUES	15
5.2. PIECES ECRITES ANNEXES	15

C. C. T. P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Dispositions communes à tous les lots

1. PRESENTATION GENERALE

Ce dossier a pour objet de présenter les travaux de rénovation et de restructuration de la maison du village de FREMAINVILLE.

Le bâtiment est situé rue du Pavé, à proximité de l'Eglise sur les parcelles n°122, n°123, n°117, n°705 et n°709, section B.

L'entrée se fait par la façade Sud-Ouest donnant sur la voirie.

Le bâtiment, des années 1970, est composé d'un volume simple, sur un seul niveau. Il possède ses principales ouvertures sur ses façades Sud-Est, donnant sur une cour de stationnement, et Nord-Ouest, donnant sur un jardin, côté Eglise. Sa structure est en parpaings de ciment recouvert d'enduit minéral. Il s'étend sur un seul niveau, avec combles non aménageables.

Les pentes de toits sont à 32degrès, en tuiles sur charpente bois, type fermette.

Il s'agit d'un ERP de catégorie 5 d'une surface de 200m² environ.

Le bâtiment n'est pas isolé, sauf modestement en combles perdus.

2. CONDITIONS GENERALES

2.1. CONNAISSANCE DU PROJET

La mission confiée au maître d'œuvre est de type: mission de base loi MOP.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but d'éclairer l'entrepreneur sur la nature des travaux qui le concernent, il donne les objectifs à atteindre et la description générale des ouvrages. Il propose des moyens d'atteindre ces objectifs, mais la mise au point des détails reste de la responsabilité de l'entreprise qui soumettra son projet au visa du maître d'œuvre et à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Chaque entrepreneur ou intervenant sur le chantier est tenu de consulter l'ensemble des documents constituant le dossier projet, plans, CCTP, etc. Il ne pourra prétendre les avoir ignorés.

Dans ce dossier, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux, leurs emplacements et dimensions. S'il existait quelques omissions dans ces documents, l'entrepreneur devra y suppléer dans son étude par sa technicité et prévoir, pour les parties d'ouvrage le concernant, tous les travaux indispensables à leur parfait achèvement.

L'entrepreneur reconnaît avoir tenu compte dans son offre de prix des observations précédentes, et ne saurait se prévaloir par la suite d'une erreur ou d'une omission pour ne pas fournir les matériaux et/ou ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage tels qu'ils sont définis et ce, pour la somme unique et forfaitaire prévue au marché de son lot.

Aucun ouvrage devant entraîner une augmentation du prix forfaitaire ne pourra être exécuté sans un ordre de service spécial, contresigné par le maître d'ouvrage, sauf à être considéré comme faisant partie intégrante du forfait prévu au marché du lot.

Les cotes sur les plans et détails sont données à titre indicatif, en cas d'imprécision ou de manque d'information, l'entrepreneur devra le signaler au maître d'œuvre.

Tout ouvrage figurant sur les plans ou décrit au CCTP est contractuellement dû.

La sécurité contre l'incendie devra être respectée par l'entrepreneur en référence à la réglementation en vigueur et à la stabilité au feu de tous les ouvrages (notamment la distance minimale des pièces de bois avec les conduits).

2.2. RECONNAISSANCE DU TERRAIN

Il est conseillé à l'entrepreneur d'effectuer une reconnaissance du terrain ; il devra pour cela prendre contact avec la mairie de FREMAINVILLE, au 01 34 75 48 74.

Il sera réputé avoir évalué parfaitement les difficultés éventuelles d'accès, de stockage des matériels et matériaux, les sujétions liées à la réalisation des ouvrages et les contraintes liées à l'activité de l'établissement.

L'entrepreneur reconnaît avoir tenu compte dans son offre de prix des observations précédentes, et ne saurait se prévaloir par la suite d'une erreur ou d'une omission pour ne pas fournir les matériaux et/ou ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage tels qu'ils sont définis et ce, pour la somme unique et forfaitaire prévue au marché de son lot.

2.3. SUJETIONS PARTICULIERES

En conséquence devront être strictement respectées par l'entrepreneur les mesures particulières suivantes concernant :

- **L'ORGANISATION DU CHANTIER**

Le planning corps d'état par corps d'état, inclus dans le dossier projet, est contractuel. Les entreprises devront respecter son déroulement.

Le strict respect de l'organisation du chantier a pour objectif:

- *la sécurité du chantier.*
- *le respect du délai contractuel.*
- *la qualité des prestations.*

- LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE DES PERSONNES

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est de niveau 2, elle sera assurée par un coordonnateur SPS. Les entreprises se conformeront au document de coordination, à ses prescriptions et aux injonctions éventuelles du coordonnateur.

Seront notamment respectés les principes suivants:

- chaque entreprise fera connaître en temps voulu et 15 jours au moins avant exécution, ses sous-traitants éventuels et donnera tous les renseignements les concernant.
- Les cheminements des intervenants sur le chantier respecteront le plan d'installation et les prescriptions du coordonnateur.
- L'entreprise prendra toutes les dispositions pour prévenir les chutes de matériaux, d'outils et de personnes.
- La circulation et le stationnement des véhicules de chantier et des engins de levage respecteront les dispositions préconisées par le coordonnateur et le maître d'œuvre.
- Une attention toute particulière sera portée aux moyens de protection et de sécurité qu'il est nécessaire de prévoir afin de garantir la sécurité du personnel amené à passer à proximité du chantier, protection contre les chutes d'objets, de personnes, etc., et celle des intervenants ponctuels comme les services d'entretien et de maintenance.
- Le stockage des matériaux et des gravats fera l'objet de dispositions particulières qui sont à prévoir sur le plan d'installation de chantier.

- DESAMIANTAGE

Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux dans un immeuble bâti a été effectué par l'entreprise A3C.

Rapport N° MAIRIE-FREMAINVILLE-MAISON-VILLAGE établi le 25/11/2019.

Pour information, les parties amiantées (mobilier,...) ont été déposées avant travaux.

2.4. DEVOLUTION DU MARCHE

Les travaux seront réalisés en lots séparés.

7 Lots sont prévus.

LOT 1 GROS OEUVRE /PLATRERIE

LOT 2 CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE

LOT 3 MENUISERIES EXT. METALL.

LOT 4 MENUISERIES INT. BOIS

LOT 5 ELECTRICITE/ CHAUFFAGE

LOT 6 PLOMBERIE /VMC

LOT 7 PEINTURE / REVETEMENTS DE SOLS

2.5. PRESENTATION DES OFFRES

Les entreprises devront remplir les bordereaux de décomposition du prix forfaitaire joints au dossier de consultation des entreprises dont elles fourniront deux exemplaires. Elles devront remplir la totalité des prestations décrites dans le projet détaillées par lot, et éventuellement les options ou variantes.

Toute offre comprenant un bordereau incomplet sera jugée irrecevable.

Le montant du marché notifié à l'entreprise est réputé inclure la quote-part de celle-ci au compte prorata, pour les frais et les dépenses nécessaires à la bonne marche et à la sécurité du chantier.

Les entreprises sont responsables de leurs calculs et ne pourront demander une rémunération supplémentaire en conséquence d'un oubli ou d'une erreur de leur étude.

Les matériaux cités dans le CCTP ont une valeur de référence et l'entrepreneur a toute liberté de soumettre à l'accord de l'architecte des matériaux équivalents. Il devra alors fournir en annexe de l'offre les documentations et les caractéristiques techniques.

2.6. DOSSIER D'EXECUTION

Les entrepreneurs devront établir les plans de chantier, les fiches de calculs, les détails particuliers et les soumettre au visa du maître d'œuvre.

Un exemplaire de ces documents approuvés sera remis aux autres corps d'état concernés par le type de travaux (ex : plans de réservations).

Un jeu complet de plans, et documents sera maintenu disponible sur le chantier.

L'accord du maître d'œuvre ne décharge en aucun cas l'entrepreneur de sa responsabilité.

RAPPEL: l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché, y compris les documents descriptifs des autres lots.

Il est précisé que les sections et dimensions indiquées sur les documents graphiques ou dans les pièces écrites doivent être considérées comme des sections ou des dimensions indicatives. L'entrepreneur est chargé de les contrôler, de les majorer ou de les minorer le cas échéant, et d'en tenir compte dans l'établissement de son offre.

2.7. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur doit se conformer aux conditions que certaines administrations (services municipaux, EDF, GDF, France Télécom, etc.) jugeraient opportunes pour garantir la sécurité et le bon fonctionnement des services publics. Il devra obtenir toutes les autorisations administratives obligatoires ou nécessaires à la bonne marche des travaux, sauf si le maître d'œuvre s'en réserve le droit. Il devra assurer la surveillance des voies publiques lors des entrées et sorties des véhicules utiles au chantier.

De plus, il supportera tous les frais de nettoyage des chaussées et trottoirs salis par ces transports et les frais de réparations éventuelles.

Il obtiendra également, l'autorisation d'intervenir dans les parcelles voisines auprès des propriétaires de ces parcelles, si les travaux le nécessitent.

2.8. NORMES ET REGLEMENTS

Pour la réalisation des travaux, les entreprises devront se conformer à toutes les normes françaises, règlements et textes en vigueur à la date de la passation des marchés, notamment ceux rappelés ci-après ou dans l'article "Aspects réglementaires et recommandations sur la réalisation des ouvrages" inclus dans les généralités de chaque lot.

- Normes française AFNOR;

- DTU Documents Techniques Unifiés;
- REEF Répertoire des Eléments et Ensembles Fabriqués du bâtiment;
- Règlement de sécurité contre l'incendie;
- Sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de travaux publics (loi 93-1418 du 31 / 12 / 93);
- Règlement sanitaire départemental;
- Avis technique et cahier des charges spécialisés;
- Réglementation en matière d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite
(Arrêté du 1^{er} août 2006 pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6, R.111-18 à R.111-18-7 du code de la construction)
(Arrêté du 21 mars 2007 pour l'application des articles R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction)
(Arrêté du 15 janvier 2007 du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006)
(Arrêté du 26 février 2007 pour l'application des articles R.111-18-8 et R.111-18-9 du code de la construction)
- Cahiers de Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux et de bâtiments;
- Arrêtés et décrets fixant les règles d'isolation thermique et acoustique des bâtiments;
- Les prescriptions éventuelles des concessionnaires ou émises par des services municipaux;
- Les prescriptions des fabricants sur la mise en oeuvre des produits et matériaux.

Pour tous ces textes, sont applicables ceux en vigueur le premier jour du mois précédant la date de remise des offres.

Lors de l'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels, conformément aux prescriptions du C.P.T.M.U., l'entrepreneur devra justifier que ces matériaux ou procédés bénéficient d'un agrément technique délivré par le CSTB et que leurs conditions d'utilisation sont conformes aux prescriptions contenues dans la décision d'agrément. En cas d'incertitude, l'entrepreneur se rapprochera du maître d'œuvre.

- Le bâtiment est classé dans ERP de catégorie 5.
- L'ensemble du bâtiment est situé dans le périmètre soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. (Voir ci-joint, l'avis des services de l'architecture).

2.9. ASSISTANCE A LA RECEPTION

Lors des opérations préalables à la réception, il sera mis à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, 2 ou 3 ouvriers qualifiés pour, d'une part effectuer immédiatement les retouches ou petites interventions diverses, d'autre part tester le bon fonctionnement des ouvrages et matériels (éclairage, fluides, etc.).

2.10. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Un dossier sera demandé à l'entrepreneur, en fin de travaux, décrivant exactement les ouvrages exécutés. Ce dossier comprendra notamment:

- plans et détails définitifs;
- références techniques, nomenclature des teintes, etc;
- documents techniques des appareils et matériels mis en place, notice de fonctionnement, bons de garantie, etc.

Ce dossier sera remis au maître d'œuvre suivant le nombre d'exemplaires précisé au CCAP.

3. DEROULEMENT DU CHANTIER

3.1. REUNIONS

Dès le début de la période de préparation, sera organisée une réunion préparatoire. La date en sera précisée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. Dès le début des travaux, auront lieu sur place, les réunions de chantier hebdomadaires. En fin de chantier auront lieu les réunions de pré-réception, de réception et de levées de réserves.

A toutes ces réunions, l'entrepreneur devra être représenté par une personne compétente pouvant prendre toutes les décisions concernant le déroulement du chantier.

En cas d'absence ou de retard à ces réunions, l'entrepreneur encourt les pénalités prévues au CCAP.

3.2. PERIODE DE PREPARATION

Une période sera réservée à la préparation du chantier. Durant cette période, qui débutera par la réunion préparatoire, les entreprises devront préparer le chantier sur les points administratif, organisationnel, et technique.

1/ ADMINISTRATIF

- finaliser éventuellement les dossiers administratifs
- effectuer les déclarations, actes, agréments des sous traitants

2/ ORGANISATIONNEL

- préparer le plan d'installation de chantier et les PPSPS
- élaborer un planning détaillé précisant les périodes d'intervention des différents intervenants
- prendre si nécessaire contact avec les entreprises responsables de la maintenance d'installations techniques, telles que le chauffage, l'alarme anti intrusion, l'alarme incendie, les ascenseurs et monte charges.

3/ TECHNIQUE

- Elaborer tous les dossiers d'exécution tels qu'ils sont décrits à l'article DOSSIERS D'EXECUTION.

Tous les documents seront transmis aux intervenants concernés afin d'obtenir les accords, avis, et visas.

Il est bien entendu que les tâches rappelées ci dessus devront être impérativement terminées avant la fin de la période de préparation et qu'aucune prestation ne pourra être mise en œuvre avant accord des intervenants concernés.

En cas de retard dans la réalisation ou la transmission des documents pré-cités, les entreprises encourt l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.3. COORDINATION ENTRE ENTREPRISES

Tout entrepreneur prendra connaissance des documents descriptifs et des plans des ouvrages à exécuter par les autres lots.

Il fournira au lot concerné, en temps utile, les précisions relatives à son intervention notamment:

- les traits de niveau, niveau d'arase et nu brut à respecter
- emplacement des trémies, gaines, etc...
- réservations, emplacements, encombrements et surcharges particulières.

Il se conformera aux décisions prises, dans le respect du marché, pour la bonne marche des travaux, quelles que soient les sujétions particulières qu'il aura à supporter.

L'entreprise du lot gros œuvre préviendra les entreprises concernées par des incorporations, passage de gaine, etc., du coulage des dallages et structures BA, au moins un semaine avant son intervention.

3.4. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La sécurité sur le chantier est l'affaire de tous, cependant les entreprises intervenantes sur le chantier ont un rôle essentiel à tenir pour la garantir.

La sécurité sur le chantier concerne les entreprises et leur personnel, tous les intervenants même occasionnels, les travailleurs indépendants, les utilisateurs du bâtiment, le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En conséquence, conformément aux textes législatifs et notamment à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, l'entreprise mettra en œuvre les principes généraux de prévention, effectuera l'inspection commune avec le coordonnateur, prendra connaissance avec attention des directives du document de Coordination faisant partie du présent dossier, et se conformera aux injonctions consignées par le coordonnateur dans le registre journal tout au long du déroulement du chantier.

Par ailleurs, l'entreprise s'engage à respecter tous les règlements concernant la sécurité du travail (étalement, échafaudages, points d'ancrage, code du travail, etc.), ainsi que la législation sur la protection des travailleurs et le travail clandestin.

Elle mettra en place toutes les protections nécessaires à la sécurité de l'ensemble des intervenants sur le chantier, y compris celle des intervenants occasionnels.

3.5. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise du lot GROS OEUVRE:

- Soumettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS son plan d'installation de chantier.

Celui-ci mentionnera notamment, les accès au chantier, les circulations des personnes, les circulations des matériaux et des engins, l'emplacement du cantonnement, des branchements de chantier, et les limites des clôtures provisoires.

- Devra:
 - l'entretien et la protection de la voie d'accès au chantier;
 - les clôtures de chantier, la fourniture et l'installation du panneau de chantier (taille 1.50m x 2.00m avec illustration, la liste des intervenants et les renseignements qu'il doit comporter, les renseignements seront fournis par le maître d'œuvre).
 - l'échafaudage extérieur nécessaire au ravalement. La dernière plate-forme de travail de cet échafaudage sera environ à 1 mètre en dessous de l'égout du toit. L'échafaudage sera mis à disposition du lot couverture pour ses interventions. Le lot couverture devra toutes les protections supplémentaires nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

- l'aménagement d'un espace extérieur de dépôt et de stockage.
- l'aménagement d'un cantonnement pour les ouvriers conformément à la législation.
- l'aménagement provisoire sur place d'un bureau de chantier (table, chaises et panneau d'affichage).
- le repliement de toutes les installations ainsi que la remise en état des lieux à la fin du chantier.
- Organisera et gèrera l'installation, le branchement et le comptage de l'électricité et de l'eau pour le bon fonctionnement du chantier (tenir compte de toutes les possibilités qu'offrent le site et les constructions existantes).
- Aura la gestion de l'évacuation et l'installation de la benne de gravât.
- Aura la gestion du compte prorata.
- Devra les nettoyages de chaussée.

L'entreprise du lot ELECTRICITE devra le branchement provisoire de chantier, avec comptage et protections nécessaires à la sécurité des intervenants sur le chantier.

L'entreprise du lot PLOMBERIE devra l'alimentation provisoire en eau potable du chantier, avec comptage.

Chaque entreprise

- Devra les démarches et déclarations auprès des services publics pour obtenir les autorisations nécessaires au démarrage et au déroulement du chantier.
- Devra les échafaudages et protections diverses nécessaires à la réalisation de ses prestations. (Sauf échafaudage extérieur dû par le lot Gros Œuvre, et entente explicite entre entreprises, soumise à l'accord du maître d'œuvre).

Les protections et échafaudages mis en place seront conformes aux normes en vigueur, l'entreprise tiendra compte des recommandations du coordonnateur SPS.

3.6. APPROVISIONNEMENTS

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture, le transport, la manutention et la pose de tous les matériaux nécessaires à la bonne réalisation des travaux. Il prendra connaissance de l'état des lieux et prévoira en conséquence les échafaudages, les moyens de levage, toutes les sujétions de pose.

3.7. LIMITES DE PRESTATIONS

L'entreprise du lot GROS OEUVRE:

- Mettra en place dans les tranchées extérieures, les fourreaux fournis par les entreprises.
- Réalisera toutes les tranchées intérieures et la tranchée liée à la réalisation de l'assainissement.
- Laissera en attente pour les lots PLOMBERIE et COUVERTURE les sorties de canalisations enterrées à +10 cm du sol fini.
- Mettra en place dans les tranchées intérieures, les fourreaux fournis par les entreprises.
- Réalisera les réservations, l'incorporation des pièces métalliques, inserts divers, etc. telles qu'elles sont indiquées dans les plans des entreprises concernées.

L'entreprise du lot ELECTRICITE:

- Fournira en temps utile, le compteur du concessionnaire au lot GROS OEUVRE, les fourreaux aux lots GROS OEUVRE.

- Doit tous les fourreaux et conduits
- Doit les attentes à proximité des appareils fournis par d'autres lots (ex : caisson VMC)

L'entreprise du lot PLOMBERIE:

- Fournira en temps utile, les canalisations d'adduction d'eau aux lots GROS OEUVRE.

L'entreprise du lot CHARPENTE/ COUVERTURE:

- Posera les sorties en toiture de ventilation de chutes (la tuile à douille est à la charge du couvreur) et diverses, fournies par le lot PLOMBERIE.

Chaque entreprise fournira en temps utile, pièces métalliques, inserts divers, etc. nécessaires à la réalisation de ses prestations, et devant être incorporés au coulage à l'entreprise du lot GROS OEUVRE.

3.8. ECHANTILLONS ET MODELES

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra présenter à l'architecte, pour agrément, des échantillons de tous les matériaux proposés, avec leurs références et leurs caractéristiques. Le présent descriptif définit pour certains matériels ou matériaux, des modèles de référence et autorise la fourniture de matériels équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériels présentés par l'entrepreneur avec les matériels de référence appartient au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage et, qu'en cas de divergence avec l'entrepreneur concernant la similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les choix de matériels seront consignés sur un cahier de chantier ou aux comptes-rendus de réunions, les échantillons acceptés seront maintenus disponibles sur le chantier.

3.9. TRACES

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE / PLATRERIE effectuera le tracé et l'entretien du trait de niveau dans chaque local ainsi que le tracé au sol des cloisons en maçonnerie.

3.10. RESERVATIONS, REBOUCHAGES, REPRISES DIVERSES, FIXATIONS

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE réservera, suivant les indications que lui auront fournies en temps utile les autres corps d'état, les passages, appuis, feuillures nécessaires à la bonne mise en œuvre des autres corps d'état.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE aura à sa charge les calfeutrements et rebouchages au passage des trémies.

Les raccords de peinture, après passage des divers corps d'état, sont à la charge de l'entrepreneur PEINTURE.

A l'exception des trous réservés, chaque entrepreneur doit effectuer ses trous, ses scellements et ses rebouchages.

En cas de dégâts trop importants, l'entrepreneur demandera l'arbitrage du maître d'œuvre.

Les modes de fixation devront être adaptés au support et à la charge.

Une attention particulière sera portée aux fixations dans les cloisons sèches, l'entreprise veillera à utiliser les chevilles appropriées.

D'une manière générale, pour la fixation dans les cloisons ou la suspension de charges lourdes (supérieures à 30 kg) pour lesquelles la fixation n'a pas été prévue lors de la conception, l'entreprise prévoira les renforts suffisants et, dans la mesure du possible, l'ancrage dans la maçonnerie.

3.11. ESSAIS

Chaque entreprise aura à sa charge la réalisation des essais de fonctionnement de ses ouvrages.

Elle se conformera aux demandes d'essais formulées par le maître d'œuvre.

Devront être obligatoirement fournis:

- PV d'étanchéité des menuiseries;
- PV de comportement au feu des ouvrages;
- PV des qualités des bois, isolants, etc.

L'entreprise titulaire du lot ELECTRICITE aura à sa charge le passage du CONSUEL, et devra obtenir son agrément, et du correspondant des services PROMOTELEC afin d'obtenir le label.

Elle aura à sa charge le passage des organismes concernés pour l'obtention des labels prévus au CCTP.

3.12. SUPPORTS

Chaque lot veillera à la bonne exécution des supports sur lesquels il doit intervenir. Le commencement des travaux, sans réception de support équivaut à son acceptation sans réserve.

Chaque entreprise fera réceptionner les supports qu'elle livre par les entreprises concernées, sous l'arbitrage éventuel du maître d'œuvre.

Les conséquences des éventuels refus de réception des supports seront à la charge de l'entreprise défaillante.

3.13. PROTECTIONS DES OUVRAGES

Les entreprises doivent, lors de leur intervention, la protection des ouvrages existants ou déjà exécutés.

Sont obligatoires les protections de tous les ouvrages ou parties d'ouvrage pouvant subir des dommages durant l'exécution du chantier et notamment, les sols souples, les parements en béton brut, les appareillages sanitaires, les escaliers bois, les menuiseries bois et métalliques, les céramiques, les peintures, etc.

De la même manière, elles protégeront les matériaux et appareillages stockés sur le chantier et pouvant souffrir des intempéries ou de dégradations diverses.

Les entreprises sont responsables de leurs ouvrages jusqu'à la réception; elles doivent donc assurer la protection et la surveillance des ouvrages, et effectuer toutes les réfections nécessaires à leur parfaite présentation lors de leur réception.

Les détériorations par manque de protection en cours de chantier ou causées par des dégâts extérieurs, effets climatiques, inondations, incendies seront réparées aux frais de l'entrepreneur, charge à lui de se faire éventuellement couvrir par sa police d'assurance.

3.14. NETTOYAGES

Le chantier doit être maintenu propre en permanence.

Chaque lot, après son intervention, doit le nettoyage de sa zone de travail, ainsi que la sortie des gravois à l'endroit prédéterminé dans le plan d'installation de chantier.

Chaque lot aura à sa charge l'évacuation des gravois et déblais vers des décharges appropriées.

L'entreprise du lot GROS OEUVRE aura à sa charge la gestion de la benne de gravois.

L'entreprise du lot GROS OEUVRE assurera le nettoyage des voiries à proximité du chantier.

L'entreprise du lot PEINTURE devra le nettoyage général en fin de chantier, avant les opérations de réception.

L'entreprise de MENUISERIE aura à sa charge le pré-nettoyage des vitres de ses ouvrages.

4. CONDITIONS DU MARCHE

4.1. MONTANT DU MARCHE ET DELAIS

Le montant du marché notifié à l'entreprise est réputé inclure les frais et les dépenses nécessaires à la bonne marche et à la sécurité du chantier. L'offre de prix faisant l'objet d'un marché à prix global et forfaitaire, l'entrepreneur sera responsable du quantitatif et ne pourra en aucune façon réajuster ou modifier ses estimations lors de la réalisation des travaux pour réclamer une quelconque rémunération supplémentaire.

La modification et/ou adaptation des délais d'exécution des travaux ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une quelconque rémunération supplémentaire.

Il est rappelé que les quantités figurant sur les bordereaux sont indicatives et ne sont pas contractuelles, elles devront donc faire l'objet d'une vérification par l'entrepreneur.

Les entreprises ne peuvent réclamer aucune indemnité suite à des retards d'exécution des travaux dus aux intempéries.

4.2. PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois dont 1 mois de préparation.

A titre prévisionnel, le chantier commencera le 1 avril 2020, et l'ensemble des travaux sera réceptionné le 30 septembre 2020.

Voir le planning prévisionnel des travaux.

MOIS /	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	
préparation							
LOT 1 G-O							
LOT 2 couv.							
LOT 3 menuis. metall.							
LOT 4 menuis. bois							
LOT 5 électricité							
LOT 6 plomberie							
LOT 7 rev.sols, peint.							
réception							

5. DOCUMENTS

5.1. Pièces écrites techniques

CCTP par lots, avec généralités et bordereaux.

5.2. Pièces écrites annexes

Avis des services de l'architecture.

5.2.1. Pièces graphiques

- **Existant**

Plans de masse	1/500 ^{ème}
Plan de toiture	1/200 ^{ème}
Plan du RDC	1/100 ^{ème}
Plan du RDC	1/50 ^{ème}
Façades	1/100 ^{ème}
Pignons	1/100 ^{ème}
Coupe	1/100 ^{ème}

- **Projet**

Plans de masse	1/500 ^{ème}
Plan de toiture	1/200 ^{ème}
Plan du RDC	1/100 ^{ème}
Plan du RDC	1/50 ^{ème}
Façades	1/100 ^{ème}
Pignons	1/100 ^{ème}
Coupe	1/100 ^{ème}